



Un lien bilatéral unique

Pour Boutros Assaker, ambassadeur du Liban en France, depuis 2007, les deux pays sont naturellement solidaires sur tous les plans : stratégique et politique, culturel et économique...

Propos recueillis par Marc YARED

Vous avez assumé d'éminentes fonctions... Notamment ambassadeur en Russie, secrétaire général du ministère libanais des Affaires étrangères et représentant du gouvernement libanais auprès du Conseil de sécurité de l'ONU, pour le Tribunal international chargé de faire la lumière sur l'assassinat du Premier ministre Rafic Hariri... Que représente pour vous le poste d'ambassadeur en France, que vous occupez depuis 2007 ?

Le poste de Paris est particulier. Mes fonctions ici sont certes culturelles, économiques, sociales, mais surtout très politiques. Autant dire passionnantes. Et bien que les défis soient de taille, les portes ouvertes des responsables français à tous les niveaux, leur oreille attentive aux doléances du Liban et l'intérêt qu'ils portent au pays du Cèdre me facilitent la tâche, tout en sachant que ce n'est pas une mince affaire avec les pressions et les menaces qui pèsent régulièrement sur le Liban.

De quelle autorité dépendent les diplomates libanais : la présidence de la République, le conseil des ministres, le ministère des Affaires étrangères ?

La diplomatie libanaise se conforme – comme c'est le cas dans bien des démocraties – aux orientations énoncées par la Déclaration ministérielle présentée par le gouvernement au Parlement. Cela dit, les diplomates ne sont pas seulement des techniciens, des experts qui exécutent des directives. Ils doivent réagir, parfois prendre

24 Arabies / Septembre 2009

l'initiative, voire innover si nécessaire. Eux aussi contribuent à faire la politique étrangère sous les directives du sommet de la pyramide, le ministre des Affaires étrangères.

En périodes de conflit interne – comme ce fut parfois le cas durant les quatre dernières décennies – l'Exécutif et le Parlement se sont parfois déchirés ou ont été paralysés. Par quel miracle les diplomates libanais privés de boussole ont-ils toujours su s'exprimer et agir à l'unisson sur les cinq continents ?

En l'absence de Déclaration ministérielle, nous, diplomates, sommes venus de marteler un *leitmotiv*, dans toutes les enceintes internationales et les capitales où nous étions accrédités : respect de l'indépendance, de l'unité et de la souveraineté du Liban. Nous avons décidé de mettre en avant l'impératif de l'unité nationale dans le respect des différences d'opinions et des divergences. Ainsi, nous avons privilégié des positions centristes, évitant de prendre parti sur des questions controversées ou secondaires... Résultat : de Paris à New York et de Pékin à Abidjan, les représentants du Liban, quelles que soient leurs attaches communautaires, ont parlé d'une même voix, celle de l'État libanais pérenne, libre et indivisible.

Quel a été l'apport de la France, en ces périodes de crise libanaise ?

L'engagement de la France, pour soutenir la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban, est constant, précieux, irremplaçable. Pour ne pas remonter plus loin, rappelons que c'est sur les instances de Paris que la Finul a été créée, en 1978, par la résolution 425. Même si elle ne résout pas des crises nées de l'histoire contemporaine dans notre environnement géopolitique, cette présence des troupes onusiennes sur notre sol empêche parfois des débordements extrêmes. Quel que soit le gouvernement en place à Paris ou à Beyrouth et quel que soit le défi à relever, la France a toujours apporté son soutien et a démontré son amitié indéfectible au pays du Cèdre.

L'alliance Paris-Beyrouth s'est-elle encore renforcée depuis l'avènement du président Nicolas Sarkozy ?

Oui sans nul doute. L'Élysée démontre amplement depuis deux ans que la France



est l'amie de tous les Libanais. Paris s'est réjoui du bon déroulement des échéances électorales et constitutionnelles au Liban. Et c'est sur le perron de l'Élysée qu'a été annoncée l'instauration des relations diplomatiques entre Damas et Beyrouth. Le président Sarkozy sait en outre que le président Suleiman incarne le consensus : il apprécie sa sagesse et lui apporte le soutien de la France et de l'Europe. En témoigne son voyage à Beyrouth à la tête d'une délégation comprenant le Premier ministre et les repré-

sentants de tous les partis français, dix jours seulement après l'élection du président Suleiman. Et que dire de la visite d'État – la première d'un chef d'État arabe, à l'invitation du président Sarkozy – effectuée le 16 mars 2009 en France par le président libanais ?

Comment expliquer l'extraordinaire sensibilité de l'opinion publique et de la classe politique française – toutes tendances confondues – à tout ce qui touche au Liban ?

« Quand on évoque le Liban c'est l'émotion qui parle, et elle n'est pas facile à expliquer ! » Ces propos du Premier ministre français, François Fillon, sont éloquentes... Le tropisme prolibanais des Français, cet attachement naturel et mutuel, cette inti-

« Quand on évoque le Liban, c'est l'émotion qui parle », déclare le Premier ministre français, François Fillon.

mité entre nos deux pays et nos deux peuples plongent leurs racines à travers les siècles. Notre célèbre diplomate et écrivain Camille Aboussouan décèle ainsi, parmi « les six pôles de l'indépendance du Liban » deux personnalités françaises de premier plan : Napoléon III et le général Henri Gouraud ; les quatre autres piliers de l'identité libanaise étant : Fakhreddine II, le président Béchara el-Khoury, les Premiers ministres Riad el-Solh et Rafic Hariri.

L'intimité franco-libanaise se traduit-elle en termes économiques et sociaux ?

Oui, de manière spectaculaire ! L'Hexagone est le premier investisseur au pays du Cèdre, puisqu'on n'y compte pas moins de cent entreprises françaises et mixtes, qui emploient six mille salariés. La France est aussi le premier partenaire commercial du Liban, les échanges entre les deux pays s'élevant à 1 milliard de dollars en 2008. L'aide française englobe des secteurs aussi différents que les télécommunications, l'eau, l'environnement et l'enseignement supérieur. Pour soulager la dette extérieure et les finances publiques libanaises, et contribuer à des projets d'infrastructures, Paris a consenti encore, pas plus tard qu'en novembre 2008, un protocole de 375 millions d'euros. Et le Premier ministre, ➤



Le président Nicolas Sarkozy (à g.) lors de la rencontre avec le président Suleiman (à d.) au palais de l'Élysée en mars dernier.

François Fillon, de souligner avec force à cette occasion : « malgré les risques de récession qui pourraient toucher l'économie française, nous avons décidé de sanctuariser l'aide financière au Liban ».

Pourquoi semble-t-il si difficile de retrouver au Liban des flux touristiques en provenance de l'Hexagone, comparables à ceux du début des années 1970 ?

On peut identifier aisément certains freins tels que les tensions politico-militaires épisodiques ou la cherté relative d'hébergement, du moins dans certaines catégories d'hôtels libanais. Mais nous ne baïssons pas les bras... Avec le concours de l'ambassade, l'Office du tourisme libanais à Paris est devenu un haut lieu d'échanges culturels. Rencontres avec des auteurs, signatures de livres et débats s'y multiplient... Il en résulte une curiosité et un intérêt accrus pour notre pays, qui devraient inciter au voyage un nombre croissant de Français. Il convient de souligner que des démarches ont été entreprises par différents ministères au Liban pour encourager le tourisme culturel dans le cadre des 6^e jeux de la Francophonie et de la proclamation de Beyrouth capitale mondiale du livre, pour cette année.

N'y a-t-il pas lieu d'attendre une contribution plus active au resserrement des liens bilatéraux, de la part de ces Franco-Libanais qui importent dans des secteurs-clés : l'économie, l'université et les lettres ?

Tels qu'ils sont et pour ce qu'ils font, les Libanais de France s'efforcent, chacun à leur place, et à titre individuel, comme d'excellents ambassadeurs de leur patrie. La nomination récente du professeur Joe Maïla, à la direction du Pôle des religieuses au quai d'Orsay, est un hommage au Liban. Étu-

et de toutes opinions apprécie au quotidien nos compatriotes si bien insérés dans leur pays d'adoption que la relation franco-libanaïse est chaleureuse, unique, nourrie par l'histoire et l'affection réciproques... Je précise que nos compatriotes qui vivent en France ne sont pas des « émigrés » au sens habituel de ce terme, puisqu'ils effectuent régulièrement la navette entre leurs terres d'élection, multipliant les synergies entre Paris et Beyrouth.

Quel est votre principal sujet de satisfaction, depuis que vous officiez en France ?

« L'Élysée démontre amplement depuis deux ans que la France est l'amie de tous les Libanais. »

diants, universitaires, hommes de lettres, écrivains, historiens, artistes, politologues, pianistes, juristes, traites, restaurateurs, hommes d'affaires... tous rayonnent professionnellement et culturellement. L'Hexagone compte aussi quelque cinq mille médecins originaires du pays du Cèdre, ce qui fait dire à un éminent responsable tricolore : « c'est grâce aux praticiens libanais que les Français sont soignés ». Et c'est parce que les Français de toutes régions, de tous métiers

Nous, diplomates, ne pouvons jamais être satisfaits, vu l'ampleur des obligations que'il nous faut assumer. Et puis, nous ne faisons que notre devoir au service de l'État que nous représentons... Cela dit, je ne peux que me féliciter du succès de la visite d'État du président Michel Suleiman en France. Avec tout le personnel de l'ambassade, je n'épargnerai aucun effort pour exploiter et consolider les retombées positives de cette visite historique. ■